

Critères qui garantissent, lors de l'admission au cours de spécialisation en droit des successions, le prérequis d'une *expérience pratique* qualifiée d'*importante* :

I. Bases réglementaires des conditions d'admissions liées à l'expérience pratique qualifiée d'importante dans le domaine de spécialisation

Conformément à l'art. 10a al. 1er du Règlement des avocats spécialistes FSA (ci-après RAS), une expérience pratique particulièrement importante dans la spécialisation choisie constitue une condition pour l'admission aux cours et la remise du titre d'avocat spécialiste FSA.

Une telle expérience est notamment présumée au regard des heures consacrées à la spécialité, du nombre de cas traités en tant qu'avocat dans ce domaine, des activités annexes dans un tribunal, une autorité ou dans une fonction particulière telle que notaire. Il sera également tenu compte du mode de résolution et de la complexité de chaque cas traité (art. 10a al. 2 in fine RAS).

II. Conditions d'admissions liées aux affaires qui doivent être présentées lors de l'inscription

1. Nombre et complexité des affaires présentées

- Au moins 10 affaires traitées personnellement par le candidat.
- Les affaires déposées lors de l'inscription doivent présenter suffisamment de matière ou d'éléments qui pourront être mis en discussion lors du colloque. La documentation annexée doit ainsi montrer comment le candidat a résolu les cas, tout en pouvant aborder d'autres thèmes (art. 15 al. 3 RAS). Sous la forme d'une liste non exhaustive, voici les critères dont il sera généralement tenu compte :
 - Il s'agira avant tout d'examiner comment l'avocat ou le notaire mandé a traité l'affaire : comment le candidat a-t-il exercé son métier d'avocat, quelles sont les démarches qu'il a concrètement réalisées, etc. ;
 - Avantages et inconvénients des solutions mises en place (pluralité de testaments vs pacte successoral, avance d'hoirie et substitutions fidéicommissaires vs usufruit, voie d'action ou d'exception, action en réduction ou en nullité, etc.) ;
 - Type de communication avec le client et explications données à celui-ci ;
 - Examen des conflits d'intérêts ;

- Exécution de mandats concrets en qualité d'exécuteur testamentaire (information et communication avec les héritiers, obligation de neutralité, rédaction de la convention de partage, question des honoraires, etc.) ;
- Activités procédurales (évaluation des chances de succès du demandeur, conclusions présentées, réquisitions, recours, réflexions sur la stratégie mise en place, etc.).

2. Avocat et notaire

Les avocats qui sont aussi notaires doivent également présenter des affaires qu'ils ont traitées en qualité d'avocat.

3. Ancienneté des affaires

Les affaires présentées par le candidat ne sont pas soumises à un critère d'exclusion si elles sont plus anciennes qu'un certain nombre d'années. Ces affaires doivent toutefois montrer que l'expérience pratique en droit des successions remonte à quelques années avant l'inscription.

4. Nombre minimum d'affaires traitées en procédure

Il n'existe pas de nombre minimum d'affaires traitées devant des tribunaux. Les 10 affaires présentées devront (toutefois) normalement se composer d'un mélange d'affaires traitées en procédure et d'affaires de pur conseil.

Les affaires procédurales comprennent non seulement les procédures civiles ordinaires (en droit des successions), mais également les procédures de juridiction gracieuse ou devant des autorités (désignation d'un représentant de la communauté héréditaire selon l'art. 602 al. 2 CC, plainte contre un exécuteur testamentaire devant l'autorité de surveillance, etc.)

5. Affaire traitée sous la responsabilité d'un tiers / changement d'étude

Si un candidat a traité des affaires pour lesquelles il n'a pas assumé la responsabilité primaire du mandat envers le client (il est par exemple collaborateur au sein de l'étude qui a été mandatée, sans être l'un des associés de celle-ci), il ne sera tenu compte de ces affaires que si (i) l'absence de responsabilité découle de manière transparente du dossier, si (ii) les pièces du dossier ont été remises à disposition du candidat (tant pour le cours que pour le colloque) et si (iii) toutes les autres conditions d'admission sont remplies.

Les mêmes règles s'appliquent lorsqu'un candidat, au moment de son inscription, n'exerce plus à l'étude au sein de laquelle il avait traité les affaires.

III. Autres conditions d'admission

Il convient d'observer toutes les autres conditions d'admission définies aux art. 8 al. 1er ch. 1^{er} à 3, 9 et 10 RAS (statut de membre actif de la FSA, absence d'interdiction de pratiquer, expérience pratique).